

**Intervention de Monsieur Guy GIVA,
Président du Comité méditerranéen de la FIPA
Séance de clôture, 29 septembre 2006**

Monsieur le Président de la commission de l'agriculture et du développement rural du Parlement européen, Monsieur le Président de la commission de l'environnement, de l'agriculture et des questions territoriales du Conseil de l'Europe, Mesdames et Messieurs les Parlementaires, chers amis,

Nous voici parvenus aux termes de nos travaux au cours desquels nous avons pu débattre de sujets importants qui concernent les acteurs du monde agricole, agroalimentaire et rural de la Méditerranée. Et je voudrais remercier chaleureusement les deux Assemblées européennes qui ont permis ces débats démocratiques où chacun a pu s'exprimer pour écouter l'autre, comprendre et construire. Je voudrais aussi remercier le Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes, et notamment Monsieur Bertrand HERVIEU, son Secrétaire Général, avec toute son équipe. Je sais que, pas à pas, il essaie de construire des alliances et des coopérations en fournissant des éléments objectifs d'analyse, en rapprochant les chercheurs et en suscitant de nouvelles opportunités de formation. Merci, bien sûr, à tous les intervenants et à mes collègues les représentants des agriculteurs des pays méditerranéens, et à tous ceux qui ont fait ce déplacement à Strasbourg pour participer à ces échanges.

Sans prétendre faire la synthèse de nos échanges riches en enseignements, je voudrais tirer quatre conclusions.

Première conclusion : il faut remettre l'agriculture au centre de l'Euroméditerranée.

Il faut le faire parce que l'agriculture est centrale dans la vie des pays méditerranéens. Elle est centrale par sa contribution à l'économie, pour la lutte contre la pauvreté et pour la stabilité sociale. Deux voies sont possibles pour relever ce défi :

- **la première voie** : les pays du Sud doivent renforcer les politiques agricoles nationales et développer un véritable marché intérieur, au sein de chaque pays mais aussi entre eux ;
- **la deuxième voie** : l'Union européenne doit mettre sa Politique de Voisinage au service d'un développement d'ensemble de l'agriculture et monde rural du Sud méditerranéen.

Dans ce contexte, les organisations d'agriculteurs doivent pouvoir jouer un rôle majeur et être force de proposition auprès des Pouvoirs Publics, avec l'appui de leurs partenaires, notamment le milieu de la recherche.

Deuxième conclusion : l'agriculture méditerranéenne dispose de plusieurs atouts mais il faut les valoriser et les renforcer.

L'agriculture de la région méditerranéenne est confrontée à de dures réalités : les terres cultivées par actif agricole régressent, la pluviométrie est faible et irrégulière, les rendements

sont très aléatoires et peu élevés. Au Sud, l'agriculture a réussi à faire progresser les disponibilités alimentaires parallèlement à la croissance démographique. Enfin, ces pays disposent d'un ensoleillement élevé et de fortes potentialités pour élaborer des produits de qualité. Toutefois ces progrès sont insuffisants, de grandes disparités se manifestent et, pour une large part, la population bénéficie faiblement des résultats de la croissance. **Pour progresser deux voies sont possibles :**

- **la première voie consiste à structurer les producteurs**, à créer de véritables filières agroalimentaires, à transformer sur place et à créer de la valeur ajoutée. Faute de le faire, il se développera des entreprises importatrices et transformatrices près des littoraux, et une production intérieure délaissée ;
- **la deuxième voie vise à développer les produits de qualité** en se rapprochant des consommateurs et en valorisant la diète méditerranéenne. Dans ce but, nous devons mettre encore plus en évidence le lien qui existe entre le produit, le territoire et la savoir faire grâce aux indications géographiques et à la traçabilité.

Troisième conclusion : la date de 2010 n'est pas une date fatidique et le processus de libéralisation des échanges commerciaux doit être maîtrisé, dans les deux sens, du Nord vers le Sud et du Sud vers le Nord.

Le développement commercial ne doit pas se faire au détriment des productions locales et doit au contraire les valoriser. « Le commerce pour le commerce n'est pas un objectif en soi ». Une libéralisation totale amplifierait l'importation au Sud, renforcerait l'émigration vers les villes, la pauvreté rurale et la désertification. Au Nord, elle déstabiliserait les producteurs de fruits et légumes. C'est pourquoi les discussions dans le cadre des accords d'association entre les Gouvernements du Sud et l'Union européenne doivent conserver des mécanismes régulateurs dans l'intérêt des deux parties.

Quatrième et dernière conclusion : l'avenir de l'agriculture passe par la coopération méditerranéenne et les agriculteurs doivent s'y investir.

Les débats de cette Session de Strasbourg l'ont montré : les organisations agricoles doivent dépasser les questions de balance commerciale en s'engageant dans une coopération de fond et en effectuant un lobbying auprès de l'Union européenne. Nous devons intervenir auprès de la Commission et de nos Représentations nationales à Bruxelles pour que la Politique européenne de Voisinage comporte un programme de coopération accessible aux agriculteurs des deux rives. A ce sujet, **trois domaines apparaissent prioritaires :**

- **le premier domaine concerne la formation des hommes et des femmes** qui travaillent dans l'agriculture : la formation technique, la formation économique, la formation en organisation ou le renforcement des capacités commerciales, y compris dans le domaine des indications géographiques et des normes sanitaires ;
- **le deuxième domaine concerne le développement rural** : je n'insiste pas Nous en avons abondamment parlé ;
- **le troisième domaine concerne le développement durable** : l'agriculture est la première à souffrir du réchauffement climatique et des pollutions. Mais elle doit aussi contribuer à mieux gérer les ressources naturelles, et notamment l'eau. C'est pourquoi il faut apporter un soutien aux agriculteurs et aux entreprises pour qu'elles s'adaptent.

Conclusions

Mesdames et Messieurs, **cette deuxième Conférence euroméditerranéenne** de Strasbourg n'avait pas la prétention d'apporter des solutions toutes faites. Elle a l'ambition de **tirer une sonnette d'alarme**. Si les responsables à tous les niveaux ne s'attachent pas, chacun en ce qui les concerne, à trouver des voies de progrès, le monde méditerranéen sera le cadre d'explosion sociale et de déséquilibres économiques dangereux. **Chacun doit donc agir au sein d'un mouvement d'ensemble** et accorder toute sa place au développement de l'agriculture : l'Union européenne, dans le cadre de sa Politique de Voisinage; les gouvernements du Sud dans le cadre de leur politique nationale ; les Collectivités territoriales au sein de leurs programmes décentralisés ; les Instituts de Recherche et les acteurs du monde agricole et rural par leurs partenariats spécifiques.

Mesdames et Messieurs, si l'ambition de Barcelone était démesurée, nous refusons que l'agriculture soit une nouvelle fois sacrifiée comme elle l'a été durant la période précédente. Il est plus que temps de donner **un second souffle au partenariat euroméditerranéen**, un partenariat gagnant/gagnant. Ici, au siège du Parlement européen et du Conseil de l'Europe, nous sommes décidés à ce que se réalise **un seul scénario d'avenir** : « **le scénario de la coopération** » entre les deux rives de la Méditerranée, en s'inspirant de ce que l'on pourra désormais appeler « **l'esprit de Strasbourg** ».

Je vous remercie pour votre attention.